

MARCHE PUBLIC DE MAÎTRISE D'OEUVRE

Direction du Patrimoine Immobilier
Département des Contrats Immobiliers

				Université
				de Strasbourg

**MAITRISE D'ŒUVRE RELATIVE A LA MISE EN SECURITE DES AILES A, B, C, D
ET G DE LA FACULTE DE PHARMACIE
DE L'UNIVERSITE DE STRASBOURG**

Cahier des Clauses Administratives Particulières

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

CHAPITRE PREMIER : GENERALITES	5
ARTICLE PREMIER : OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES	5
1.1 - OBJET DU MARCHÉ	5
1.2 - TITULAIRE DU MARCHÉ	7
1.3 - CO-TRAITANCE	7
1.4 - SOUS-TRAITANCE	7
1.5 - CATEGORIE D'OUVRAGES ET NATURE DES TRAVAUX	7
1.6 - CONTENU DES ELEMENTS DE MISSION	7
1.7 - CONDUITE D'OPERATION	8
1.8 - ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE	8
1.9 - MODE DE DEVOLUTION DES TRAVAUX	8
1.10 - ORDONNANCEMENT, PILOTAGE, COORDINATION	9
1.11 - CONTROLE TECHNIQUE	9
1.12 - COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS	9
ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	9
ARTICLE 3 : T.V.A.	11
ARTICLE 4 : FORFAIT DE REMUNERATION	11
4.1 - MODALITES DE FIXATION DU FORFAIT DE REMUNERATION	11
4.2 - DISPOSITIONS DIVERSES	12
4.3 - TRANCHES OPTIONNELLES	12
ARTICLE 5 : PRIX	12
5.1 - MOIS D'ETABLISSEMENT DU PRIX DU MARCHÉ	12
5.2 - PRIX FERME	13
5.3 - CHOIX DE L'INDEX DE REFERENCE	13
5.4 - MODALITES DE VARIATION DES PRIX	13
ARTICLE 6 : REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE	13
6.1 - LES AVANCES	13
6.2 - ACOMPTES	13
6.3 - SOLDE	18
6.4 - MODE DE REGLEMENT	18
CHAPITRE III : DELAIS - PENALITES POUR RETARD	19
ARTICLE 7 : DELAIS - PENALITES PHASE « ETUDES »	19

7.1 - Etablissement des documents d'études	19
7.2 - Etablissement et réception des documents d'études	20
7.3 - Suspension de l'exécution du marché	21
ARTICLE 8 : DELAIS – PENALITES PHASE « TRAVAUX »	22
8.1 - Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs	22
8.2 - Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur	22
8.3 - Instruction des mémoires de réclamation	23
8.4 - Constatations contradictoires	23
8.5 - Convocation aux opérations préalables à la réception	23
8.6 - Penalties de retard sur les documents d'études réalisés en phase chantier	24
8.7 - Penalties en cas de non présence du maître d'œuvre lors des opérations de mise en service	24
CHAPITRE IV : EXECUTION DE LA MISSION DE MAÎTRISE D'OEUVRE JUSQU'À LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX	25
ARTICLE 9 : COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX	25
ARTICLE 10 : CONDITIONS ECONOMIQUES D'ETABLISSEMENT	25
ARTICLE 11 : TOLERANCE SUR LE COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX	25
ARTICLE 12 : SEUIL DE TOLERANCE	25
ARTICLE 13 : COUT DE REFERENCE DES TRAVAUX	26
CHAPITRE V : EXECUTION DE LA MISSION DE MAÎTRISE D'OEUVRE APRES PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX	26
ARTICLE 14 : COUT DE REALISATION DES TRAVAUX	26
ARTICLE 15 : CONDITIONS ECONOMIQUES D'ETABLISSEMENT	26
ARTICLE 16 : TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX	27
ARTICLE 17 : SEUIL DE TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX	27
ARTICLE 18 : COMPARAISON ENTRE REALITE ET TOLERANCE	27
ARTICLE 19 : PENALITES POUR DEPASSEMENT DU SEUIL DE TOLERANCE	27
ARTICLE 20 : MESURES CONSERVATOIRES	27
ARTICLE 21 : ORDRES DE SERVICE	27

ARTICLE 22 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	28
ARTICLE 23 : SUIVI DE L'EXECUTION DES TRAVAUX	28
ARTICLE 24 : UTILISATION DES RESULTATS	28
ARTICLE 25: INTERRUPTION ET SUSPENSION DE L'EXECUTION DE LA PRESTATION	29
ARTICLE 26 : ACHEVEMENT DE LA MISSION	29
CHAPITRE VI : RESILIATION DU MARCHE - CLAUSES DIVERSES	29
ARTICLE 27 : RESILIATION DU MARCHE	29
27.1 - RESILIATION DU FAIT DU MAITRE DE L'OUVRAGE	29
27.2 - RESILIATION DU MARCHE AUX TORTS DU MAITRE D'ŒUVRE OU CAS PARTICULIERS	29
ARTICLE 28 : CLAUSES DIVERSES	30
28.1 - CONDUITE DES PRESTATIONS DANS UN GROUPEMENT	30
28.2 - SAISIE-ATTRIBUTION	30
28.3 - ASSURANCES	31
28.4 - REGLEMENT DES LITIGES	31
ARTICLE 29 : COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES	31
ARTICLE 30 : MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES	31
ARTICLE 31 : CLAUSE DE REEXAMEN	31
ARTICLE 32 : DEROGATIONS AU C.C.A.G. MAITRISE D'ŒUVRE	32

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

CHAPITRE PREMIER : GENERALITES

Article premier : Objet du marché - Dispositions générales

1.1 - Objet du marché

Mission de Maîtrise d'œuvre relative à la mise en sécurité des ailes A, B, C, D et G de la Faculté de Pharmacie en vue d'obtenir la levée de l'avis défavorable de la commission de sécurité et de mettre en œuvre ses prescriptions.

Lieu(x) d'exécution : Faculté de Pharmacie ; 74 route du Rhin, 67400 Illkirch, ERP 2ème catégorie, Type R construit en 1979. Le bâtiment est constitué de 6 ailes de 3 à 6 niveaux et de toitures techniques, autour d'un noyau central abritant deux amphithéâtres, regroupées deux à deux autour d'une cage d'escalier principale.

Objectif de l'opération :

Les activités de chacune des ailes du bâtiment reflètent ses multiples missions : l'enseignement, la recherche et l'insertion professionnelle dans les secteurs pharmaceutiques. L'étendue de ses domaines d'activité ont conduit ce bâtiment à une configuration qui n'est plus optimale avec une mixité entre enseignement et recherche dans des zones communes.

Les occupants actuels du bâtiment sont :

- La Faculté de Pharmacie,
- Différentes unités de recherche.

Le bâtiment ne répond plus aux normes de sécurité incendie ni de sécurité des personnes et se trouve sous avis défavorable depuis 2007, la dernière visite périodique ayant eu lieu en Novembre 2022. Les ailes concernées par la mise en sécurité relèvent de la partie Enseignement.

D'autre part, la présence d'amiante est relevée dans de nombreux matériaux (sols, en particulier ceux des circulations, mastics des menuiseries extérieures, certains conduits de sorbonnes dans les niveaux courants et en toiture, etc...).

Travaux envisagés :

Les salles d'enseignement actuellement dans les ailes E et F seront à terme relocalisées dans la partie Enseignement. Le maître d'œuvre devra donc proposer des dispositions réglementaires incendie pour permettre l'isolation au tiers entre la partie enseignement et les ailes E et F, avec la protection coupe-feu des réseaux traversants.

Dans le cadre de son avis défavorable, le PV de la SCDS a mis en évidence différentes non-conformités dont les principales sont :

- un dysfonctionnement du système de compensation d'air dans les laboratoires empêchant la fermeture des portes de recoupement des circulations ;
- le non-respect des conditions d'isolement des laboratoires par rapport aux circulations ;
- le non isolement coupe-feu des réseaux d'extraction des hottes et des sorbonnes traversant les niveaux ;
- l'absence de fermeture des portes coupe-feu des circulations ;

Le non-respect du cloisonnement traditionnel (trouées, cloisons non coupe-feu, portes des locaux non réglementaires).

Un Diagnostic Sécurité Incendie a été réalisé suite à l'avis de la commission, à l'issue duquel les travaux de mise en conformité préconisés sont notamment :

- Mise en conformité de la voie pompier extérieure,
- Recoupement du sous-sol,
- Mise en place d'Espaces d'Attente Sécurisés (EAS),
- Cloisonnement coupe-feu des baies informatiques,
- Isolation des locaux et cloisonnement avec remplacement de bloc-portes, rebouchage de parois et cloisonnement des conduits de sorbonnes,
- Traitement de la compensation d'air de certaines circulations entraînant un défaut de fermeture de certaines portes,
- Extension ou remplacement du SSI.

L'opération décrite dans le présent document aura lieu en 4 phases listées ci-dessous :

- Tranche ferme : Etude globale de la mise en sécurité des ailes A à D et G, suivi des travaux pour la levée des premiers motifs d'avis défavorable,
- Tranche optionnelle 1 : Suivi des travaux pour la levée des motifs d'avis défavorable suivants,
- Tranche optionnelle 2 : Suivi des travaux pour la levée des dernières prescriptions,
- Tranche optionnelle 3 : Suivi des travaux pour extension ou remplacement du SSI.

Le descriptif technique détaillé ainsi que le dimensionnement de chaque tranche optionnelle figurent dans le « Programme » de l'opération.

La mission du maître d'œuvre comprend :

* En missions de base :

- AVP, PRO, DCE, ACT, EXE, DET, AOR

La coordination SSI fait partie de la mission de base de l'équipe de maîtrise d'œuvre. Le contenu de la mission de coordination SSI doit être conforme à la norme NFS 61-931 de juillet 2000.

* En missions complémentaires :

- DIA/REL

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit de compléter ou modifier la liste des travaux à réaliser et de définir les différentes phases de travaux suite à la remise de la mission AVP par le Maître d'œuvre et selon l'évolution des besoins et des financements.

La mission du maître d'œuvre comprend l'établissement des autorisations de travaux et déclarations réglementaires. Ceci est détaillé dans le paragraphe 1.5 « Coordination et organisation » du CCTP de la présente consultation.

Les travaux seront réalisés en site occupé et en exploitation.

S'agissant d'un chantier en site occupé et intervenant sur des organes concourant à la sécurité incendie du bâtiment : une anticipation, une communication et une présence accrues sur le site sont exigées.

Le maître d'œuvre proposera un phasage des travaux cohérent entre les différentes interventions. Les contraintes de continuité de service devront être identifiées à chaque phase de l'étude.

Le montant global de l'opération de travaux est estimé à 3 750 000 € HT.

1.2 - Titulaire du marché

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent C.C.A.P. sous le nom « le maître d'oeuvre » sont précisées à l'acte d'engagement.

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement de la/des personne(s) physique(s) nommément désignée(s) dans l'acte d'engagement, les stipulations de l'article 3.4.3 du C.C.A.G.- M.Æ. sont applicables.

Le titulaire du marché désignera obligatoirement un interlocuteur unique du maître d'ouvrage pour l'ensemble de la mission.

Conformément à l'article 3.4.3 du C.C.A.G. - M.Æ., dans le cas où un agent affecté à l'opération viendrait à être remplacé au cours de l'exécution du marché, le titulaire veillera à le remplacer, après accord du pouvoir adjudicateur, par un agent justifiant de compétences d'un niveau équivalent.

1.3 - Co-traitance

Pour justifier de sa capacité et remplir les conditions de participation, le candidat peut avoir recours aux capacités d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens qui les unissent. Les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer à la consultation ; aucune forme de groupement n'est imposée par le maître d'ouvrage.

En cas de groupement, l'un de ses opérateurs économiques doit être désigné comme mandataire pour représenter l'ensemble des membres vis-à-vis du maître d'ouvrage et coordonner les prestations des membres du groupement.

1.4 - Sous-traitance

Le maître d'oeuvre peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants et de l'agrément de leurs conditions de paiement par le maître de l'ouvrage.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du C.C.A.G.-M.Æ.

1.5 - Catégorie d'ouvrages et nature des travaux

L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie d'ouvrages de bâtiment en restructuration.

1.6 - Contenu des éléments de mission

La mission de maîtrise d'oeuvre est établie conformément au Code de la Commande Publique.

Le présent marché est constitué des éléments suivants :

MISSION DE BASE
AVP - Etudes d'avant-projet
PRO - Etudes de projet
DCE - Dossier de consultation des entreprises
EXE - Etudes d'exécution et de synthèse
ACT - Assistance au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux
DET - Direction de l'exécution des contrats de travaux
AOR - Assistance lors des opérations de réception et pendant l'année de garantie de parfait achèvement
MISSIONS COMPLEMENTAIRES
DIA/REL - Etudes de diagnostic et relevés

La réponse à la mission complémentaire est obligatoire.

Le contenu de chaque élément de la mission de base est celui qui figure aux articles R.2431-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

La coordination SSI fait partie de la mission de base de l'équipe de maîtrise d'œuvre. Le contenu de la mission de coordination SSI doit être conforme à la norme NFS 61-931 de juillet 2000.

La mission EXE comprend les études et plans de synthèse, y compris le visa des PAC des entreprises.

La mission EXE est divisée en EXE 1 comprenant les avant métrés et EXE 2 comprenant la réalisation des plans d'exécution, le visa des plans PAC et les études de synthèse.

La définition des missions se trouve dans le C.C.T.P.

1.7 – Conduite d'opération

La conduite d'opération est assurée par l'Université de Strasbourg. La maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de recourir en cours d'opération à un conducteur d'opération externe.

1.8 – Assistance à Maîtrise d'ouvrage

Sans objet.

1.9 – Mode de dévolution des travaux

La dévolution des travaux est prévue par marché séparé, ou décomposée en macro-lots, ou par une entreprise générale.

Le choix définitif du mode de dévolution sera confirmé au plus tard à la validation de l'AVP (Avant-projet).

1.10 – Ordonnancement, pilotage, coordination

Pour l'exécution du présent marché, le maître de l'ouvrage sera assisté d'un OPC désigné ultérieurement et dont le nom sera communiqué au maître d'œuvre.

1.11 – Contrôle technique

Pour l'exécution du présent marché, le maître de l'ouvrage sera assisté d'un contrôleur technique agréé, qui sera désigné ultérieurement. Les missions et le nom du contrôleur technique seront communiqués au maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre doit tenir compte à ses frais de l'ensemble des observations du contrôleur technique, que le maître de l'ouvrage lui aura transmis pour exécution afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études que de la réalisation de l'ouvrage.

Les missions confiées par le maître de l'ouvrage au contrôleur technique sont les suivantes :

Code	Libellé
LE	Solidité des existants
Hand	Accessibilité des constructions pour les personnes handicapées
Att Hand	Attestation de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées
SEI	Sécurité des personnes dans les ERP et IGH
F	Fonctionnement des installations
PS	Sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme
VIEL	Vérification initiale des installations électriques

1.12 – Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs

L'opération, objet du présent marché relève de la **catégorie II** au sens du Code du travail (Loi n° 93-1418 du 31 Décembre 1993 modifiée).

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sera attribuée ultérieurement, le nom du coordonnateur sera alors communiqué au maître d'œuvre.

Article 2 : Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

A) Pièces particulières :

- L'acte d'engagement (A.E.) et son annexe :
 - Annexe n°1 Décomposition du forfait par éléments de mission et répartition des honoraires par co-traitant,
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ;
- Les Documents de Spécification et de Conception du Système (DSCS) :
 - Conception des installations thermiques ;

- Gestion Technique centralisée ;
- Conception des installations de sécurité ;
- Conception des installations électriques ;
- Contrôle d'Accès ;
- Infrastructure de câblage et armoires informatiques ;
- Wifi
- Les préconisations de conception ;
- Les chartes Graphiques DAO de l'Université ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P) ;
- Le programme de l'opération ;
- Le diagnostic technique amiante du bâtiment ;
- Les réponses aux questions posées au groupement en cours d'analyse des offres ;
- La note interne concernant les consignes pour les entreprises utilisant des engins et/ou des appareils provoquant des vibrations à proximité du service de RMN ;
- Le mémoire technique ;

B) Pièces générales

- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G. - M.Æ.) applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.;
- Les normes de conception de la série NF EN 1990 à 1999 (EUROCODES) et leurs annexes nationales ;
- Le cahier des clauses techniques générales applicable aux marchés publics de travaux (CCTG) et ses annexes en vigueur lors du mois de l'établissement des prix (mois Mo) ;
- Les dispositions des articles R.2431-1 du Code de la commande publique relatifs à la maîtrise d'œuvre privée ;
- Les lois, décrets, arrêtés, prescriptions du code du travail, de l'inspection du travail, de la CARSAT et de l'OPPBT ;
- Les normes homologuées en France et en Europe, les cahiers DTU, les règles de calcul DTU, les Eurocodes, les avis techniques et cahiers techniques du CSTB en vigueur au moment de l'exécution des prestations ;
- Les stipulations du marché sont conformes aux dispositions :
 - du titre IX du livre 1er de la deuxième partie du code de la commande publique relative à l'exécution du marché ;
 - du livre IV de la deuxième partie du code de la commande publique portant sur les dispositions propres aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage et à la maîtrise d'œuvre privée ;
 - de l'annexe 20 du code de la commande publique précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé ;
- Les DTU, normes et règles de l'art en vigueur.

L'ordre de priorité des pièces ci-dessus déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G. - M.Æ.

Les pièces générales ne sont pas envoyées aux candidats, mais elles sont réputées être connues et approuvées par ces derniers.

Seuls les documents originaux, conservés par l'administration font foi.

NB : Les réponses aux questions posées en cours de consultation par les entreprises à la maîtrise d'ouvrage sont contractuelles et viennent corriger le cas échéant les dispositions des documents cités ci-dessus.

Les réponses sont transmises via la plate-forme PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Nous vous invitons fortement à vous identifier sur la plate-forme PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr> afin d'obtenir les réponses aux questions.

Dans le cas contraire, il vous appartiendra de récupérer par vos propres moyens les informations communiquées.

Article 3 : T.V.A.

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors T.V.A.

CHAPITRE II : PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

Article 4 : Forfait de rémunération

4.1 - Modalités de fixation du forfait de rémunération

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire selon les stipulations de la décomposition globale et forfaitaire (D.P.G.F).

Conformément à l'article 10.1.3 du C.C.A.G. - M.É., les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, l'ensemble des frais afférents ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations (y compris les frais de déplacement et d'hébergement des intervenants).

Le forfait de rémunération comprend le forfait des missions complémentaires DIAL/REL figurant dans l'acte d'engagement et le forfait de la mission de base (rappel : la coordination SSI est comprise dans la mission de base).

Le forfait de rémunération de la mission complémentaire DIAL/REL est définitif dès la notification du marché et est fixé à l'article 2.2 de l'acte d'engagement.

Le forfait de rémunération de la mission de base est le produit du taux de rémunération fixé à l'acte d'engagement par le montant de la part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux C_0 défini à l'article 2 de l'acte d'engagement.

Le forfait définitif de rémunération est arrêté dès que le coût prévisionnel des travaux C est établi conformément aux dispositions de l'article 9 du présent CCAP.

Le forfait de rémunération **définitif** de tous les éléments de la mission de base est défini ci-après :

Coût prévisionnel C	Forfait définitif
$C \leq C_0$	$t \times C_0$
$C_0 < C \leq C_1$	$t \times C$
$C > C_1$	$t \times C_1$

Où :

t = taux de rémunération fixé à l'acte d'engagement

C_0 = Part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux défini à l'article 2 de l'acte d'engagement,

C = Coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre conformément aux dispositions de l'article 9 du présent CCAP

$C_1 = C_0(1+\alpha)$ seuil de tolérance sur le coût prévisionnel des travaux

α = tolérance sur le coût prévisionnel des travaux défini à l'article 11 du présent CCAP

4.2 - Dispositions diverses

Ce forfait est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

Le forfait définitif est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 précisé à l'article 5.1 du présent CCAP.

L'avenant permettant de fixer le coût prévisionnel de l'ouvrage fixe le forfait définitif de rémunération.

4.3 - Tranches optionnelles

Le marché comporte trois tranches optionnelles.

Les délais limites de notification des ordres de service prescrivant de commencer les missions de chaque tranche optionnelle sont indiqués ci-après, à dater de l'origine du délai d'exécution de la tranche ferme (c'est-à-dire la date de la notification du marché) :

N°	Tranches optionnelles	Délai limite de notification
01	Suivi des travaux pour la levée des avis défavorables suivants	5 ans
02	Suivi des travaux pour la levée des dernières prescriptions	5 ans
03	Suivi des travaux pour extension ou remplacement du SSI	5 ans

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'affermir chaque tranche optionnelle du marché par ordre de service expresse. De la même manière, il se réserve la possibilité de ne pas affermir de tranche optionnelle.

Aucune indemnité d'attente ou de dédit ne sera versée au titulaire si une ou des tranches optionnelles ne sont pas affermies.

L'ordre d'affermissement des tranches optionnelles n'est pas défini.

L'ordre et le périmètre des tranches optionnelles pourront être adaptés suite à la réalisation des études de la tranche ferme par la maîtrise d'œuvre, en concertation avec la maîtrise d'ouvrage.

Article 5 : Prix

5.1 - Mois d'établissement du prix du marché

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

5.2 - Prix ferme

Sans objet.

5.3 - Choix de l'index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure est l'index **ING Ingénierie**.

5.4 - Modalités de variation des prix

La révision ci-dessus est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient (C) de révision donné par la formule :

$$C_n = 15,00\% + 85,00\% (I_n/I_0)$$

dans laquelle I_0 et I_n sont les valeurs prises par l'index de référence I respectivement au mois zéro et au mois n.

Indices mensuels consultables sur le site de l'INSEE et du Moniteur des travaux publics.

Les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur.

Il est à noter que le paiement de la révision n'intervient qu'à partir du mois où les indices définitifs sont connus et publiés.

5.4.1 - Pour les éléments d'étude DIA/REL, AVP, PRO, ACT (y compris coordination SSI) :

- Index du mois au cours duquel l'élément est remis au maître d'ouvrage ;

5.4.2 - Pour l'élément EXE (y compris coordination SSI):

- Index du mois au cours duquel chacun des documents prévus à l'article 6.2.3 ci-après est remis par le maître d'ouvrage.

5.4.3 - Pour l'élément DET (y compris coordination SSI):

- Index du mois au cours duquel la part de la prestation concernée a été exécutée conformément aux 6.2.5 ci-après.

5.4.4 - Pour l'élément AOR (y compris coordination SSI):

Pour les trois premières parties de l'élément définie à l'article 6.2.5 du présent C.C.A.P. , il convient de prendre en compte l'index du mois au cours duquel les documents cités ont été remis au maître de l'ouvrage et l'index du dernier mois du délai de garantie de parfait achèvement pour la quatrième partie du 6.2.5.

Article 6 : Règlement des comptes du titulaire

6.1 - Les avances

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant du marché est supérieur à 50 000 €.HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

6.2 - Acomptes

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, dans les conditions suivantes :

- En cas de cotraitance : La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour celui-ci (si groupement d'entreprises conjointes), acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente à ce cotraitant.
- En cas de sous-traitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

6.2.1 - Esquisse

Sans objet.

6.2.2 - Pour l'établissement des documents d'études:

Les prestations incluses dans les éléments AVP et PRO sont réglées de la manière suivante :

- après réception des rendus par la MOA: 80,00 % ;
- après validation des rendus par la MOA: 20,00 %.

6.2.3 - Pour l'exécution des EXE

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées de la manière suivante :

- après réception et approbation des quantitatifs : 35,00 % ;
- à l'avancement : 65,00 % ;

6.2.4 - Pour l'exécution des prestations ACT

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées de la manière suivante :

- après réception et approbation du dossier de consultation des entreprises : 50,00 % ;
- après mise au point des marchés de travaux et acceptation par le maître de l'ouvrage de (ou des) offre(s) des entreprises : 50,00 %.

6.2.5 - Pour l'exécution des prestations de contrôle d'exécution (DET et AOR)

Elément DET (Direction des travaux)

Les prestations incluses dans l'élément de mission DET sont réglées comme suit :

- mensuellement, en fonction du nombre de mois de chantier, avec réajustement du montant mensuel tous les 6 mois, en fonction du calendrier détaillé d'exécution des travaux établi par l'OPC : 90,00 %
- en proportion du nombre de décomptes finaux payés par le Maître d'Ouvrage pour les 10,00% restants.

Elément AOR (Assistance lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement)

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées comme suit :

- à l'issue des opérations préalables à la réception : à la date d'accusé de réception par le maître de l'ouvrage des procès-verbaux des opérations préalables à la réception (EXE 4 et 5) : 20,00 % ;
- en proportion du nombre d'entreprises ayant remis leur dossier des ouvrages exécutés en format papier et en format numérique validés par la MOE : 30,00 %
- à la remise du dossier des ouvrages exécutés « archi » : 10,00 % ;
- à l'achèvement des levées de réserves : 20,00 % ;

- à la fin du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages prévu à l'article 44.1 du C.C.A.G.-Travaux ou à l'issue de sa prolongation décidée par le maître de l'ouvrage en application du 44.2 du C.C.A.G.-Travaux : 20,00 %.

6.2.6 - Pour l'exécution des prestations (DIA/REL)

Les prestations incluses dans l'élément DIA/REL sont réglées comme suit :

- après réception des rendus par la MOA: 80,00 % ;
- après validation des rendus par la MOA: 20,00 % ;

6.2.7 - Rémunération des éléments

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments et aux parties d'éléments de la mission considérés comme constituant des phases techniques d'exécution, sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

Les acomptes relatifs à l'élément ou parties d'éléments AVP seront payés sur la base du forfait provisoire de rémunération figurant à l'acte d'engagement. Après passation de l'avenant fixant le coût prévisionnel des travaux et le forfait définitif de rémunération ; il sera procédé, si nécessaire, à l'occasion du paiement de l'acompte relatif à l'élément PRO (projet) à un réajustement en plus ou en moins du montant des acomptes relatifs à l'élément AVP.

Les pourcentages de chaque élément de mission seront précisés par chaque candidat en annexe 1 à l'acte d'engagement

En fonction des documents rendus ou tâches effectuées, il pourra être procédé à des règlements partiels, qui seront dépendants de l'accord du Maître d'Ouvrage.

La prolongation de la mission DET du fait d'un allongement de la durée de chantier ne donne pas lieu à une rémunération complémentaire, sauf dans le cas de travaux modificatifs ou supplémentaires à la demande du Maître d'Ouvrage, et induisant un délai, qui justifie la passation d'un avenant incluant la rémunération de ces éléments. La défaillance des entreprises n'entre pas dans ce cas de figure. En cas d'allongement du délai, les mensualités des décomptes relatifs à ces éléments de mission devront être adaptées pour en tenir compte et permettre le maintien d'un règlement mensuel.

6.2.8 - Montant de l'acompte.

Le règlement des sommes dues au maître d'oeuvre fait l'objet d'acomptes périodiques, dont la fréquence est déterminée à l'article 6.2 ci-dessus, calculés à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs. Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état périodique dans les conditions ci-après définies :

a) Etat périodique

L'état périodique, établi par le maître d'oeuvre, indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments constitutifs de la mission.

L'état périodique sert de base à l'établissement par le maître d'oeuvre du projet de décompte périodique auquel il doit être annexé.

b) Projet de décompte périodique

Pour l'application de l'article 11 du CCAG-MOE, le maître d'oeuvre envoie au maître de l'ouvrage, via CHORUS PORTAIL PRO, son projet de décompte périodique.

c) Décompte périodique

Le décompte périodique correspond au montant des sommes dues du début du marché à l'expiration de la période correspondante, ce montant est évalué en prix de base hors T.V.A., il est établi à partir du projet de décompte périodique en y indiquant successivement :

- l'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées ;
- les pénalités éventuelles pour retard de présentation par le maître d'oeuvre des documents d'étude et calculées conformément à l'article 7.1.2 du présent C.C.A.P.

d) Acompte périodique

Le montant de l'acompte périodique à verser au maître d'oeuvre fait ressortir :

- Le montant du décompte périodique ci-dessus moins le montant du décompte précédent ;
- L'incidence de la révision des prix appliquée conformément à l'article 5 du présent C.C.A.P. sur la différence entre les décomptes périodiques respectivement de la période P et de la période précédente ;
- L'incidence de la T.V.A. ;
- Le montant total de l'acompte à verser, ce montant étant la récapitulation des montants 1, 2 et 3 ci-dessus augmentée éventuellement des intérêts moratoires dus au maître d'oeuvre.

6.2.9 - Modalités de présentation des demandes de paiement.

Le titulaire du marché adressera au maître d'ouvrage, une note d'honoraires pour chaque phase de missions prévue et pour chaque co-traitant ou sous-traitant.

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.3 du C.C.A.G. - M.Æ.

Les demandes de paiement devront parvenir sur Chorus Portail Pro :

<https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les sommes dues au titulaire, aux co-traitants éventuels et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Les demandes de paiement seront établies en portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;

- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur
- La décomposition des prix forfaitaires
- lorsqu'un paiement est prévu à l'issue de certaines étapes de l'exécution du marché, le montant correspondant à la période en cause;
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA
- le taux et le montant de la TVA ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-PI ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation.
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

Le maître de l'ouvrage notifie au maître d'oeuvre l'état d'acompte ; s'il modifie le projet du maître d'oeuvre, il joint le décompte modifié.

Information importante : depuis le 1er janvier 2017, l'Etat met à disposition des fournisseurs une solution informatique gratuite leur permettant d'envoyer leurs factures dématérialisées en un point unique : CHORUS PORTAIL PRO (CPP), à l'adresse internet suivante <https://chorus-pro.gouv.fr>

Depuis 2017, les grandes entreprises (plus de 5 000 salariés) et leurs filiales doivent adresser leurs factures au secteur public sous forme électronique.

Par ailleurs, ce portail doit également être utilisé pour tous les clients publics : Etat, hôpitaux, collectivités locales, universités, etc.

Les entreprises peuvent ainsi déposer leurs factures sur CPP en prenant en compte les éléments suivants : le n°SIRET de l'Université de Strasbourg « 13000545700010 ». Enfin, les entreprises doivent également être en possession d'un numéro de bon de commande, commençant par 4500. Chaque facture doit comporter ce numéro de bon de commande et le numéro du marché.

Toutes les questions concernant la facturation peuvent être adressées à :

ac-bureaufacturier@unistra.fr

La réalisation de CHORUS PORTAIL PRO est confiée à l'Agence pour l'Informatique Financière de l'Etat (AIFE).

Les fournisseurs peuvent obtenir toute information utile auprès de l'AIFE :

- site AIFE : www.economie.gouv.fr/aife/agence-pour-linformatique-financiere-letat-0

- courriel AIFE : ccp2017.aife@finances.gouv.fr

6.3 - Solde

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article 26, le maître d'oeuvre adresse au maître de l'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

6.3.1 - Décompte final

Le décompte final établi par le maître de l'ouvrage comprend :

- a) Le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final ci-dessus ;
- b) La pénalité éventuelle pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître de l'ouvrage, telle que définie à l'article 19 du présent C.C.A.P. ;
- c) Les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au maître d'oeuvre en application du présent marché ;
- d) La rémunération en prix de base, hors T.V.A. due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission ; cette rémunération étant égale au poste a) diminué des postes b) et c) ci-dessus.

Ce résultat constitue le montant du décompte final.

6.3.2 - Décompte général - Etat du solde

Le maître de l'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- a) Le décompte final ci-dessus ;
- b) La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître de l'ouvrage ;
- c) Le montant, en prix de base hors T.V.A., du solde ; ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur ;
- d) L'incidence de la révision des prix appliquée sur le montant du solde ci-dessus ;
- e) L'incidence de la T.V.A. ;
- f) L'état du solde à verser au titulaire ; ce montant étant la récapitulation des postes c), d) et e) ci-dessus ;
- g) La récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Le maître de l'ouvrage notifie au maître d'oeuvre le décompte général et l'état du solde.

Le décompte général devient définitif dès l'acceptation par le maître d'oeuvre.

Par dérogation à l'article 11.8.5 du C.C.A.G. - M.Æ., le délai fixé à l'article 11.8.5 2° du C.C.A.G. - M.Æ. est de 30 jours

6.4 - Mode de règlement

Les prestations, objet du marché, sont rémunérées selon les règles de la comptabilité publique, délai global de paiement à 30 jours et intérêts moratoires au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points (selon le décret n° 2008-1550 du 31 décembre 2008 modifiant le décret n°2002-232 du 21 février 2002 relatif à la mise en œuvre du délai maximum de paiement dans les marchés publics).

CHAPITRE III : DELAIS - PENALITES POUR RETARD

Article 7 : Délais - Pénalités phase « Etudes »

7.1 - Etablissement des documents d'études

7.1.1 - Délais

Les délais d'établissement des documents d'étude sont fixés dans l'acte d'engagement.

Les délais d'executions des missions fixées dans l'acte d'engagement sont en cohérence avec le planning prévisionnel.

Le point de départ de ces délais est fixé comme suit :

- Par dérogation à l'article 15.1.1 du C.C.A.G. - M.Æ., le délai d'exécution du marché part de la date figurant dans l'ordre de service de démarrage ou à compter de la date figurante dans l'acte de notification du marché si celui-ci organise le démarrage des missions.
- Autres éléments ou parties d'éléments suivants : date de l'accusé de réception par le maître d'oeuvre du prononcé de la réception du document d'études le précédant dans l'ordre chronologique de déroulement de l'opération.
- Dossier des ouvrages exécutés (DOE) : date de réception des travaux.

7.1.2 - Pénalités pour retard

Il est dérogé aux stipulations des articles 16.2.1 et 16.2.3 du C.C.A.G- M.Æ. dans les conditions suivantes :

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations de l'article 15.3 du C.C.A.G. - M.Æ.

Le délai mentionné à l'article 15.3.2 est de quinze (15) jours calendaires.

Le délai mentionné à l'article 16.2.4 est de quinze (15) jours calendaires.

En cas de retard dans la présentation de ces documents d'étude, le maître d'oeuvre subit sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour de retard calendaire est fixé à :

Missions	Pénalité
DIA/REL	300 €
AVP	300 €
PRO, DCE, EXE1	300 €
ACT	300 €

Ces pénalités sont appliquées sur simple constat opéré par la Maîtrise d'Ouvrage.

7.2 – Etablissement et Réception des documents d'études

7.2.1 - Présentation des documents

Par dérogation à l'article 20.4.2 du C.C.A.G. - M.Æ., le maître d'œuvre est dispensé d'aviser par écrit le maître de l'ouvrage de la date à laquelle les documents d'études lui seront présentés.

Les documents devront être transmis obligatoirement en version informatique par l'intermédiaire d'une plateforme de transmission mise à disposition par la maîtrise d'ouvrage, ainsi qu'en version papier conformément au paragraphe 7.2.2.

Format de remise des documents :

- graphiques : Autocad (DWG) ou compatible + pdf
- texte : Word ou compatible + pdf
- tableaux/listes : excel ou compatible + pdf
- présentation : PowerPoint ou compatible + pdf

Les décomptes des entrepreneurs seront transmis via CHORUS PORTAIL PRO, selon les modalités des articles 8.1 et 8.2.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de demander en sus au maître d'œuvre la production sur format A3 d'extraits des documents à destination des partenaires et/ou des futurs utilisateurs et gestionnaires du bâtiment.

7.2.2 - Nombre d'exemplaires

Les documents d'études sont remis par le maître d'œuvre au maître de l'ouvrage pour vérification et réception. Le tableau ci-après précise le nombre d'exemplaires à fournir en exemplaires papier, en plus des documents informatiques. Le maître de l'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents ci-dessous dans le cadre de l'opération envisagée.

Documents	Nombre d'exemplaires à remettre au maître d'ouvrage	
	Nombre d'exemplaires papier	Nombre d'exemplaires numérique
DIA/REL	0	1
AVP	1	1
PC / AT / DP	1	1
PRO	1	1
DCE	1	1
EXE	0	1
AOR	1	1
DOE	2	1

Il est à noter que l'équipe de maîtrise d'œuvre sera tenue de préparer, assister, et présenter en commission interne des marchés de l'université les différentes attributions des marchés de travaux et des avenants le cas échéant. La présence du mandataire et des cotraitants concernés s'avère obligatoire. En effet, le mandataire et ses cotraitants concernés seront présents en commission et aux réunions préparatoires demandées par le maître d'ouvrage.

Pour chaque étape de la mission, le Maître d'œuvre présentera les documents en réunions plénières avec les cofinanceurs, en même temps qu'une présentation Power Point. Les documents en version informatique devront être transmis à la Maîtrise d'Ouvrage au moins une semaine avant la présentation.

7.2.3 – Délais de validation

En application de l'article 20.2 du C.C.A.G. – M.Æ, la décision du maître de l'ouvrage de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents d'études ou d'exécution ci-dessus doit intervenir avant l'expiration des délais ci-dessous exprimés en nombre de semaines calendaires :

Par dérogation à l'article 21 du C.C.A.G. – M.Æ, l'absence de décision, notifié dans les délais exprimés ci-dessous, ne vaut pas admission des prestations.

Missions	Délais de validation
DIA/REL	4 semaines
AVP	8 semaines
PRO	8 semaines
DCE	3 semaines
ACT	1 semaine

Par dérogation à l'article 21 du C.C.A.G. – M.Æ, ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du document **d'étude à réceptionner et à accepter ou rejeter de manière expresse par le maître d'ouvrage, par ordre de service.**

Ces délais comprennent les contacts et modifications ou corrections éventuelles entre le Maître d'Ouvrage et la MOE.

Par dérogation à l'article 21 du C.C.A.G. – M.Æ, en cas d'ajournement le nouveau délai à respecter par le titulaire sera fixé par le maître d'ouvrage.

Seule l'acceptation par le Maître d'Ouvrage des documents permet de passer à l'élément de mission suivant. Cette acceptation prend la forme d'un ordre de service écrit.

7.3 – Suspension de l'exécution du marché

En cas de suspension de l'exécution du marché supérieure à trois mois durant une phase de mission en cours pour des causes non imputables au maître d'œuvre, le forfait de rémunération peut être renégocié pour tenir compte des incidences de l'allongement des délais sur les charges du titulaire. Les nouvelles conditions d'exécution feront l'objet d'un avenant.

La suspension de la mission se fera par l'établissement et la notification d'un ordre de service de suspension. Cet ordre de service devra intervenir dans les trois mois suivant la remise des prestations de l'élément antérieur.

La reprise de la mission se fera par l'établissement et la notification d'un ordre de service de reprise. Cet ordre de service précisera le délai permettant la mobilisation de l'ensemble de l'équipe de maîtrise d'oeuvre avant la reprise du délai d'exécution de la mission.

Article 8 : Délais – pénalités phase « Travaux »

8.1 - Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs

Au cours des travaux, le maître d'oeuvre doit procéder conformément à l'article 12 du C.C.A.G.-Travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et qui lui sont transmis via la plateforme **CHORUS PORTAIL PRO (CPP)**, à l'adresse internet suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Après vérifications, le maître d'oeuvre dépose sur **CHORUS** la pièce de facturation suivante dans le dossier de facturation, à savoir, son état d'acompte.

Le maître d'oeuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2 du C.C.A.G.-Travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur.

8.1.1 - Délai de vérification

Le délai de vérification par le maître d'oeuvre du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à **7 jours calendaires** à compter de la date de mise à sa disposition du projet de décompte sur **CHORUS** pour la vérifier, la viser et la transmettre au Maître d'Ouvrage. Si le document n'est pas recevable pour le traitement du décompte, le maître d'oeuvre doit le notifier et le justifier en refusant ou en suspendant le dépôt effectué sur **CHORUS**.

8.1.2 - Pénalités pour retard dans le traitement des factures

Le retard dans le traitement des factures donnera lieu à l'application d'une pénalité de 200 € par facture traitée en retard. Si le maître d'ouvrage est amené à régler des intérêts moratoires liés au retard du maître d'oeuvre dans le traitement des factures, le titulaire devra supporter une pénalité supplémentaire correspondant à la part de ces intérêts moratoires, y compris les dimanches et jours fériés.

8.2 - Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur

À l'issue des travaux, le maître d'oeuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 12.3 du C.C.A.G.-Travaux et qui lui a été transmis par l'entrepreneur via la plateforme CHORUS.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci, le maître d'oeuvre établit, dans les conditions définies à l'article 12.4 du C.C.A.G.-Travaux, le décompte général à déposer sur CHORUS.

8.2.1 - Délai de vérification

Le délai de vérification du projet de décompte final et l'établissement du décompte général est fixé à **15 jours calendaires** à compter de la date de mise à sa disposition du projet de décompte final sur CHORUS.

8.2.2 - Pénalités pour retard

Le retard dans le traitement des décomptes finaux donnera lieu à l'application d'une pénalité de 100 € par jour calendaire et par décompte traité en retard. Si le maître d'ouvrage est amené à régler des intérêts moratoires liés au retard du maître d'œuvre dans le traitement des décomptes, le titulaire devra supporter une pénalité supplémentaire correspondant à la part de ces intérêts moratoires, y compris les dimanches et jours fériés.

Si le maître d'œuvre n'a pas transmis au maître de l'ouvrage les projets de décompte mentionnés ci-dessus dans les délais prescrits, le maître de l'ouvrage le met en demeure de le faire dans un délai qu'il fixe.

À l'expiration de ce délai, le maître de l'ouvrage peut faire vérifier les projets de décomptes aux frais du maître d'œuvre défaillant.

8.3 - Instruction des mémoires de réclamation

8.3.1 - Délai d'instruction

Le délai d'instruction des mémoires de réclamation est de **15 jours calendaires** à compter de la date de réception par le maître d'œuvre du mémoire de réclamation.

8.3.2 - Pénalités pour retard

Le retard dans l'instruction des mémoires de réclamation donnera lieu à l'application d'une pénalité de 200 € par jour calendaire et par mémoire traité en retard.

8.4 - Constatations contradictoires

8.4.1 - Délai relatif aux constatations contradictoires

Conformément à l'article 11.4 du CCAG-Travaux, le maître d'œuvre dispose d'un délai de 8 jours pour procéder aux constatations contradictoires à partir de la date de la demande de l'entreprise.

8.4.2 - Pénalités pour retard

Le retard par rapport à ce délai donnera lieu à l'application d'une pénalité de 50 € par jour calendaire.

8.5 - Convocation aux Opérations Préalables à la Réception

8.5.1 - Délai de convocation

Conformément à l'article 41-1 du CCAG-Travaux, le maître d'œuvre dispose d'un délai de 20 jours pour procéder aux opérations préalables à la réception et à la convocation de l'entreprise à partir de la date de la demande de l'entreprise.

Ces opérations préalables à la réception sont morcelées en autant de procédure que nécessaire pour s'adapter aux éventuelles réceptions partielles prévues dans les marchés de travaux. Elles sont toutes précédées de la réalisation par le maître d'œuvre et de la communication aux entreprises, au moins 1 mois avant la date des OPR, d'une liste des travaux restants à réaliser et des reprises ou mises en conformités nécessaires pour l'achèvement des travaux. Durant les opérations de réception, un contrôle assidu de la maîtrise d'œuvre est requis.

En particulier, concernant les réseaux techniques, la maîtrise d'œuvre contrôlera l'ouverture des clapets et pièces de visite, et réalisera un reportage photographique de la vacuité des réseaux.

En amont de la réception, le maître d'œuvre s'assurera de la bonne réalisation et de la complétude des listes des installations techniques, dont les trames seront fournies par le maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre devra collecter des DOE anticipés (cf. liste en annexe au présent CCTP) pour les opérations de mise en service et au plus tard 1 mois avant les OPR.

8.5.2 - Pénalités pour retard de convocation

Le retard par rapport à ce délai donnera lieu à l'application d'une pénalité de 50 € par jour calendaire.

8.6 – Pénalités de retard sur les documents d'études réalisés en phase chantier

En cas de retard dans la transmission à la maîtrise d'ouvrage des documents d'études, une pénalité de 300 € par jour calendaire de retard est appliqué. Cette pénalité est appliquée sur simple constat opéré par la Maitrise d'Ouvrage

Code	Pénalité par jour calendaire
EXE 2	300 € par document, calculé sur la base du calendrier travaux notifié aux entreprises
VISA	300 € par document, appliqué à partir du 10ème jour calendaire de la réception par le MOE du document à viser
DOE	300 €

8.7 – Pénalités en cas de non présence du maître d'œuvre lors des opérations de mise en service

Conformément au CCTP, la mise en service des équipements et installations techniques conditionnant les opérations de réception, la présence de la maîtrise d'œuvre est obligatoire tout au long des opérations de mise en service

L'absence du maître d'œuvre lors des opérations de mise en service donnera lieu à l'application d'une pénalité de 2 000 € par jour calendaire.

CHAPITRE IV : EXECUTION DE LA MISSION DE MAÎTRISE D'OEUVRE JUSQU'A LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

Article 9 : Coût prévisionnel des travaux

La partie de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux est indiquée à l'article 2 de l'acte d'engagement au moment de la notification du marché.

L'exécution des études d'Avant-Projet (AVP) permettra au maître d'oeuvre de s'engager sur un coût prévisionnel de réalisation des travaux.

Si le coût prévisionnel de réalisation proposé par le maître d'oeuvre au moment de la remise des prestations de cet élément est supérieur à l'enveloppe financière arrêtée par le maître de l'ouvrage à l'article 2 de l'acte d'engagement, le maître de l'ouvrage peut refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'oeuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études dans un délai qu'il lui fixera pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci-dessus.

Après réception de l'Avant-Projet par le maître de l'ouvrage, un avenant fixe le montant du coût prévisionnel des travaux que le maître d'oeuvre s'engage à respecter sous réserve des sanctions prévues à l'article 13 ci-après. Ce deuxième avenant fixera également le forfait définitif de rémunération du titulaire, calculé conformément aux dispositions de l'article 4.1 du présent CCAP, en tenant compte du coût prévisionnel de réalisation des travaux de construction, sur lequel s'est engagé le titulaire.

Le coût prévisionnel des travaux (C) est le montant de toutes les prestations nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage à l'exclusion de :

- la rémunération forfaitaire des maîtres d'œuvre ;
- la rémunération du contrôleur technique ;
- la rémunération du pilote de chantier (ordonnancement, pilotage et coordination) ;
- la rémunération du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé ;

Article 10 : Conditions économiques d'établissement

Le coût prévisionnel des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois Mo fixé à l'article 5.1 du présent C.C.A.P.

Article 11 : Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux

Le coût prévisionnel des travaux est assorti d'un taux de tolérance α de 3,00 %.

Article 12 : Seuil de tolérance

Le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article 11.

L'avancement des études permet au maître d'oeuvre lors de l'établissement des prestations de chaque élément de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux le maître d'oeuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître de l'ouvrage le lui demande.

Article 13 : Coût de référence des travaux

Lorsque le maître de l'ouvrage dispose des résultats de la mise en concurrence relative à la passation des marchés de travaux, le maître d'oeuvre établit le coût des travaux tel qu'il résulte de la consultation (coût de référence).

Ce coût est obtenu en divisant le montant des offres considérées, tous critères confondus, comme les plus intéressantes par le maître de l'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT01 (catégorie bâtiment) pris respectivement au mois Mo des offres travaux ci-dessus et au mois Mo des études du marché de maîtrise d'oeuvre.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Si le coût est supérieur au seuil de tolérance, le maître de l'ouvrage peut déclarer l'appel d'offres infructueux.

Le maître de l'ouvrage peut également demander la reprise des études. Le maître d'oeuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le maître d'oeuvre fait des propositions dans ce sens au maître de l'ouvrage dans un délai de 21 jours suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'oeuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 2 mois à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître de l'ouvrage de lancer une nouvelle procédure d'appel d'offres ou engager une nouvelle négociation.

CHAPITRE V : EXECUTION DE LA MISSION DE MAÎTRISE D'OEUVRE APRES PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

Article 14 : Coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte de contrats de travaux passés par le maître de l'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le maître d'oeuvre est réputé avoir prévu, dans le document ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet.

Article 15 : Conditions économiques d'établissement

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois Mo correspondant au mois de remise des offres relatives aux contrats de travaux.

Article 16 : Tolérance sur le coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance α' . Ce taux de tolérance α' est de 4,00 %.

* ce taux de tolérance n'inclut pas le montant des travaux supplémentaires réalisés pour répondre à un changement de programme à l'initiative de la maîtrise d'ouvrage.

Article 17 : Seuil de tolérance sur le coût de réalisation des travaux

Le seuil de tolérance est égal au coût de réalisation des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance indiqué à l'article 16.

Article 18 : Comparaison entre réalité et tolérance

Le coût constaté déterminé par le maître de l'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base, des travaux réellement exécutés dans le cadre des contrats, marchés, avenants, commandes hors marchés intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révisions de prix.

Article 19 : Pénalités pour dépassement du seuil de tolérance

Si le coût constaté est supérieur au seuil de tolérance tel que défini à l'article 17, le concepteur supporte une pénalité égale à la différence entre le coût constaté et le seuil de tolérance multiplié par le taux défini ci-après.

Ce taux est égal au taux de rémunération t fixé à l'article 2 de l'acte d'engagement multiplié par 2.

Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération t des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

Article 20 : Mesures conservatoires

Si en cours d'exécution de travaux, le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût des travaux non prévus (hors travaux modificatifs) dépasse le seuil de tolérance défini à l'article 17, des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître de l'ouvrage par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission précédemment cités.

En cas de travaux modificatifs, aucune rémunération complémentaire n'est à percevoir par le maître d'œuvre, dans la limite du seuil de tolérance prévu. Au-delà de ce seuil de tolérance, une négociation reste possible selon la nature des travaux.

Article 21 : Ordres de service

Dans le cadre de l'élément de mission « Direction de l'exécution des travaux » (DET), le maître d'oeuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination de l'entrepreneur.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés, adressés à l'entrepreneur dans un délai de 15 jours après constatation du besoin, dans les conditions précisées à l'article 3.8 du C.C.A.G.-Travaux.

La carence constatée du maître d'oeuvre dans la notification des ordres de service l'expose à l'application d'une pénalité dont le taux, par jour de retard - compris entre la date où l'ordre de service aurait dû être délivré et celle où il l'a réellement été - est fixée à **0,01%** du montant total du marché, avec un minimum de 100 €/jour.

Cependant, en aucun cas, le maître d'oeuvre ne peut notifier des ordres de service relatifs :

- à la notification de la date de commencement des travaux ;
- au passage à l'exécution d'une tranche optionnelle ;
- à la notification de prix nouveaux aux entrepreneurs pour des ouvrages ou travaux non prévus, sans avoir recueilli au préalable l'accord du maître de l'ouvrage.

Les ordres de service, dont copie doit être transmise au maître de l'ouvrage, sont envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception en même temps qu'ils sont diffusés par la plateforme d'échange ou par mail, ce qui permet de s'assurer à tout moment qu'ils ont bien été délivrés dans les délais impartis.

Article 22 : Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément à l'article 6 du C.C.A.G- M.Æ., le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'oeuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

De plus, la coordination d'hygiène et de sécurité sera prévue dans les conditions de l'article 1.10 du présent C.C.A.P., mission non comprise dans le présent marché.

Article 23 : Suivi de l'exécution des travaux

Conformément aux dispositions de l'article 1.5 du présent C.C.A.P., la direction de l'exécution des travaux incombe au maître d'oeuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et qui est l'unique interlocuteur des entrepreneurs. Il est tenu de faire respecter par l'entreprise l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification sans l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Article 24 : Utilisation des résultats

L'utilisation des résultats se déroulera conformément aux dispositions de l'article 24 du C.C.A.G- M.Æ.,

En complément des dispositions de cet article, il est précisé que le titulaire cède au maître de l'ouvrage le droit de reproduire et de présenter les résultats dont il est auteur et qui résultent de l'exécution des prestations du marché.

Ce droit comprend le droit de reproduire et/ou de représenter tout ou partie des résultats, notamment sous forme de cliché photographique et sur tout support, notamment papier, électronique, numérique ou tout autre, actuel ou futur et ce pour toute destination et/ou exploitation non commerciale ;

Le maître de l'ouvrage est autorisé à exercer les droits de reproduction et de représentation ci-dessus énoncés dans un but non commercial, afin d'illustrer des plaquettes qui pourront être diffusés pour ses besoins propres, mais également par d'autres administrations ou des étudiants, dans le cadre des leurs études ou recherches.

Article 25: Interruption et suspension de l'exécution de la prestation

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de suspendre ou d'interrompre, par une décision notifiée au titulaire, l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques / éléments de missions telles que définies à l'article 1.2 du présent C.C.A.P.

La décision de suspension ne délie pas le prestataire de ses autres obligations contractuelles.

La décision de suspension peut donner lieu à indemnisation.

Le maître de l'ouvrage met fin à la suspension de l'exécution des prestations en notifiant au prestataire une décision de reprise de l'exécution ou une décision de résiliation du marché.

En cas de reprise de l'exécution, le délai d'exécution initial est automatiquement prolongé d'une durée au moins égale à la période de suspension.

Article 26 : Achèvement de la mission

La mission du maître d'oeuvre s'achève à la fin du délai de « Garantie de parfait achèvement » (prévue à l'article 44.1. du C.C.A.G.-Travaux) ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve ou sur décision du pouvoir adjudicateur.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision établie sur demande du maître d'oeuvre, par le maître de l'ouvrage, dans les conditions de l'article 21 du C.C.A.G- M.Æ. et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

CHAPITRE VI : RESILIATION DU MARCHE - CLAUSES DIVERSES

Article 27 : Résiliation du marché

27.1 - Résiliation du fait du maître de l'ouvrage

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur résilie le marché, en tout ou partie, sans qu'il y ait faute du titulaire, le maître d'oeuvre percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant hors TVA, non révisé, de la partie résiliée du marché, un pourcentage égal à 1,00 %.

27.2 - Résiliation du marché aux torts du maître d'œuvre ou cas particuliers

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 27 à 34 inclus du C.C.A.G- M.Æ. avec les précisions suivantes :

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 1,00 %.

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 28 et 30 du C.C.A.G- M.Æ., la fraction des prestations déjà accomplies par le maître d'œuvre et acceptées par le maître de l'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10 %. Toutefois dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire (Art. 28.1 du C.C.A.G- M.Æ.), les prestations sont réglées sans abattement.

Par dérogation à l'article 30 du C.C.A.G- M.Æ, le marché pourra être résilié dans le cas où le maître d'œuvre s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités dans les limites du seuil de tolérance fixé à l'article 11 du présent C.C.A.P. ou bien dans le cas d'appel à la concurrence infructueux, lorsque le titulaire ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 30 du C.C.A.G- M.Æ., l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et R.2143-8 du Code de la Commande publique peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché par décision du maître de l'ouvrage signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail, conformément à l'article R.2143-8 du Code de la Commande Publique, ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître de l'ouvrage signataire du marché peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Par dérogation à l'article 27 du C.C.A.G- M.Æ., le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques / éléments de mission telles que définis aux articles 1.2 du présent C.C.A.P. et en conformité avec les stipulations de l'article 2 de l'Acte d'Engagement. Le maître d'œuvre ne peut prétendre à aucune indemnité en cas de résiliation du marché au terme d'une des phases de la mission telles que définis aux articles 1.2 du présent C.C.A.P.

La maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de résilier un marché, sans mise en demeure préalable, lorsque le titulaire cumule plus de 3 % de son marché de pénalités applicables et consignées par le maître d'ouvrage. Cette résiliation se fait pour faute du titulaire.

Article 28 : Clauses diverses

28.1 - Conduite des prestations dans un groupement

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement des cotraitants désignés comme tels dans l'acte d'engagement et constituant le groupement titulaire du marché, les stipulations de l'article 3.4.3 du C.C.A.G- M.Æ. sont applicables.

En conséquence, les articles du C.C.A.G- M.Æ., traitant de la résiliation aux torts du titulaire (Art. 30) et les autres cas de résiliation (Art. 28) s'appliquent dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

28.2 - Saisie-attribution

Si le marché est conclu avec un groupement de cotraitants solidaires, le comptable assignataire des paiements auprès duquel serait pratiquée la saisie-attribution du mandataire et de l'un des cotraitants retiendra sur les prochains mandats de paiement émis au titre de ce marché l'intégralité de la somme pour attribution au créancier saisissant. Cette saisie-attribution ne peut s'appliquer que dans le cadre du présent contrat.

28.3 - Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, et à chaque échéance de son contrat, le maître d'œuvre (en la personne de chacune de ses composantes) doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1240 à 1242 ainsi que l'article 1792 et suivants du Code civil.

Le maître d'œuvre devra fournir, avant notification du marché, une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

Il devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire, si celle existante n'est pas considérée comme suffisante par le maître de l'ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

Il devra fournir une attestation semblable à l'appui de son projet de décompte final.

28.4 - Règlement des litiges

Toute contestation touchant à l'exécution ou l'interprétation du présent marché n'ayant pu être réglée de manière amiable sera soumise à la juridiction exclusive du Tribunal administratif de Strasbourg.

Article 29 : Communications électroniques

Les cocontractants peuvent communiquer par voie électronique dans le cadre de l'exécution du présent marché. Toutefois, aucune communication par cette voie sans utilisation d'un certificat de signature électronique n'est susceptible de faire naître d'obligation à la charge de l'une ou l'autre partie.

Toutefois, les courriels valent commencement de preuve par écrit. Ainsi, et notamment en ce qui concerne les manquements éventuels aux obligations contractuelles, des signalements pourront être faits par courrier électronique simple, puis étayés par une décision ultérieure par voie postale.

Article 30 : Marchés de prestations similaires

En application de l'article R.2122-7 du code de la Commande Publique, des travaux complémentaires ou ayant pour objet des prestations similaires à celles faisant l'objet du présent marché pourront être passés avec le titulaire, sous la forme de marchés passés selon les procédures adaptées sans publicité ni mise en concurrence.

Article 31 : Clause de réexamen

Des modifications pourront être apportées au présent marché, sans publicité ni mise en concurrence préalable, en application de l'article R.2194-1 du code de la Commande publique et exécutées par l'attributaire du marché.

Les modifications pourront porter sur la durée d'exécution des prestations à fournir telles que prévues dans la décomposition du forfait par éléments de mission et répartition des honoraires. Ces modifications pourront notamment porter sur la prolongation de la mission DET due à la réalisation de travaux modificatifs ou supplémentaires à la demande du maître d'ouvrage,

Les modifications pourront également porter sur la révision des honoraires de la mission DET au motif du prolongement de la durée du chantier induite par des impératifs de fonctionnement du site.

Le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage la maîtrise d'œuvre et le passage au forfait définitif de rémunération pourra également faire l'objet d'une clause de réexamen

Les prix proposés par le titulaire devront être conformes à la décomposition du forfait par éléments de mission et répartition des honoraires.

Le titulaire sera alors informé par écrit des modifications apportées au marché initial. Un délai raisonnable sera alors laissé au titulaire du marché pour prendre en compte les modifications dans les meilleures conditions et proposer à l'Université de Strasbourg un devis détaillé. Les modifications prendront la forme d'un avenant.

Article 32 : Dérogations au C.C.A.G. Maîtrise d'œuvre

L'article 2 déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G C.C.A.G. - M.Æ;

L'article 6.3.2 déroge à l'article 11.8.5 du C.C.A.G. - M.Æ

L'article 7.1.4 déroge aux articles 16.2.1 et 16.2.3 du C.C.A.G- M.Æ

L'article 7.2.1 déroge à l'article 20.4.2 du C.C.A.G. - M.Æ;

L'article 7.2.3 déroge à l'article 21 du C.C.A.G. - M.Æ;

L'article 8.6 déroge à l'article 29.1.5 du C.C.A.G - Travaux

L'article 27.2 déroge à l'article 27 du C.C.A.G- M.Æ.

L'article 27.2 déroge à l'article 30 du C.C.A.G. - M.Æ.